

Enquête sur les foyers de travailleurs migrants en Rhône-Alpes

Depuis 1998, la Direction Régionale de l'Équipement, le FAS Rhône-Alpes et l'ANPEEC ont financé trois études¹ relatives aux foyers de travailleurs migrants. Les données récoltées et les outils mis en place depuis lors, permettent aujourd'hui de parler d'un véritable observatoire des foyers de travailleurs migrants. Ce sont les résultats de l'enquête lancée le 29 juin 2000 sur la situation des établissements au 1er janvier de la même année que nous vous livrons ici².

Au début de l'année 2000, quelque 114 foyers de travailleurs migrants ont été destinataires du questionnaire de l'Observatoire. 110 établissements ont retourné le questionnaire.

Une qualité de réponses variable

Certaines informations, notamment celles portant sur les nuitées consommées, le nombre de résidents stables, les tableaux croisés tranches d'âge/catégories socio-professionnelles, tranches d'âge/ancienneté dans l'établissement ou encore le nombre de demandes non satisfaites dans l'année sont parfois manquantes. D'autres données, comme par exemple les ratios de gestion ou les indications sur la consommation des fluides, doivent être interprétées avec une grande prudence en raison de leur fiabilité toute relative.

Capacité d'accueil en Rhône-Alpes

La répartition des capacités d'accueil dans les départements de Rhône-Alpes n'est pas sensiblement différente de celle constatée en 1998, même si la mise en œuvre du plan quinquennal dans le Rhône est perceptible dans la diminution des capacités, tant en nombre qu'en pourcentage. Au 1er janvier 2000, 9 établissements ont obtenu le statut de résidence sociale.

Départements	Nombre de foyers	Nombre de lits	Pourcentage en lits	Rappel % 1998
Ain	14	2 435	13	13
Drôme	6	490	3	2
Isère	14	2 552	14	13
Loire	5	846	4	4
Rhône	53	9 653	51	54
Savoie	5	657	4	4
Haute-Savoie	13	2 064	11	10
TOTAL Région	110	18 697	100	100

Sur les 18 697 lits dénombrés dans la région, 2 243 étaient encore à l'ATL (*Aide Transitoire au Logement*) au moment de l'enquête, dont 2 085 dans le seul département du Rhône.

On rappelle à cet égard que la réhabilitation des établissements encore à l'ATL et leur passage au statut de résidences sociales est une des priorités du plan quinquennal de traitement des foyers de travailleurs migrants.

Celui-ci a été prorogé jusqu'en 2006 par un avenant à la convention du 14 mai 1997, avenant signé le 11 octobre 2001 par l'Etat et par l'Union d'Economie Sociale pour le Logement (UESL).

Taux d'occupation

Le taux d'occupation global est de 80,2 %. Cependant, l'étude a ses limites : la notion utilisée par l'enquête est celle de nuitées consommées pendant l'année, ce qui permet de s'affranchir des variations annuelles. Mais beaucoup de gestionnaires n'ont fourni qu'une donnée d'occupation au 1er janvier 2000. Par ailleurs, le taux d'occupation prend également en compte les établissements en cours de réhabilitation, foyers pour lesquels le gestionnaire a libéré une partie de ses capacités.

Quoi qu'il en soit, le taux d'occupation des structures d'hébergements collectifs en Rhône-Alpes est traditionnellement bas, et se situe autour de 80 %. Comparativement aux taux des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, cette donnée n'a pratiquement pas évolué malgré la mise en œuvre du plan quinquennal et traduit une situation atypique.

Cette sous-occupation pourrait s'expliquer par des nuisances liées à l'environnement des foyers et du fait de leur mauvaise insertion urbaine. L'état du bâti pourrait être une autre explication. En effet, il nécessite des réhabilitations et des restructurations d'envergure dans le cadre d'une inscription au plan quinquennal de traitement des foyers de travailleurs migrants.

Une offre inadaptée

De façon plus globale, les foyers de travailleurs migrants pâtissent aujourd'hui d'une offre inadaptée aux demandes nouvelles, qui n'émanent pas de la clientèle traditionnelle constituée pour l'essentiel d'immigrés vieillissants (30 % des résidents ont plus de 56 ans, pourcentage stable depuis l'enquête de 1998).

Jean-Marc TOMI
Délégué Régional de l'ANPEEC

¹Le budget consacré à ces études s'élève à 50749 euros
²Une mise à jour du document de synthèse élaboré à partir des données de l'enquête réalisée en 1998 sous la forme d'un "4 pages" sera bientôt disponible.